



avec **M. Lionel ZINSOU**

Membre du Comité Exécutif de PAI Partners

propos recueillis par M. Laurent Bossard, *Directeur adjoint du CSAO*

15 octobre 2008

LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE FINANCIÈRE INTERNATIONALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Les informations sur l'impact de la crise financière internationale en Afrique oscillent entre optimisme et crainte. Les autorités de la zone franc martèlent que leur système bancaire est à l'abri. En revanche, les deux chambres du parlement nigérian se réunissent en urgence pour un débat marathon et la Banque mondiale annonce que si les systèmes bancaires devraient être peu touchés dans leurs structures, l'effet se fera beaucoup plus sentir au niveau du flux des capitaux. Quelle est votre analyse ?

Il est vrai que le discours ambiant consiste à dire que les économies africaines sont peu exposées et sont par conséquent « protégées » des contrecoups. Mais on n'échappe pas, nulle part, aux conséquences d'une crise d'une telle ampleur. Il n'y a pas de conjoncture isolée dans une situation aussi grave.

Plus le système bancaire est moderne et mondialisé, plus il est affecté. Les systèmes bancaires de l'Afrique du Sud, de l'Égypte, du Nigeria et, dans une moindre mesure au Maghreb, seront les plus touchés car ils sont les plus ouverts sur le monde. Les banques et les marchés financiers de ces pays se nourrissent beaucoup de capitaux à court terme. Plus une économie est dynamique, plus elle dépend de ces capitaux à court terme.

En Afrique de l'Ouest, c'est au Nigeria que le niveau « d'immunisation » du système bancaire est le plus faible. Le pays vient à peine d'achever une restructuration profonde et courageuse de son paysage bancaire sous l'impulsion de la Banque Centrale. Vingt-cinq banques de taille modeste ont donné naissance à cinq grands groupes mieux adaptés à la taille et au dynamisme de l'économie nationale. Le Nigeria se devait de se doter de banques à la taille de son économie. Il n'est pas normal que les cinquante plus grandes banques du continent soient presque toutes sud-africaines. La crise frappe au moment où les fusions sont récentes, donc encore fragiles. Il est possible que les banques nigérianes connaissent des difficultés à mobiliser les capitaux à court terme nécessaires pour alimenter la bourse et financer l'économie. Il y a là une forme d'injustice. Ce pays va, en quelque sorte, « payer la rançon » de la modernité de son secteur bancaire et de son économie. Le Ghana ou le Kenya est à peu près dans la même configuration. Plus une économie est dynamique, plus elle est insérée dans la mondialisation, plus elle consomme des liquidités à court terme et plus elle est exposée à la crise.

A l'inverse, les pays de la Zone Franc sont protégés par le caractère plus « archaïque » de leur système bancaire. Leurs économies sont bien moins bancarisées que celles du Nord et du Sud de l'Afrique et le poids des grandes banques anglo-saxonnes y est très faible. En outre les banques y sont sur-liquides, surtout en Afrique centrale. Cette surliquidité – qui est un défaut en temps normal – devient une protection.

On peut donc craindre, au moins, au Maghreb, au Nigeria ou au Ghana, des difficultés à court terme de financement des entreprises ?

D'une façon générale, toutes les activités qui ont besoin de se financer par des liquidités empruntées à court terme risquent de souffrir pendant quelques temps. C'est actuellement le cas du transport maritime. Les banques ont supprimé beaucoup de crédits à court terme dont les armateurs ont besoin en permanence. Une forte diminution des taux de fret est à craindre au cours des prochaines semaines.

Au-delà de la seule crise bancaire, la récession annoncée en Europe et en Amérique du Nord risque-t-elle de menacer la croissance ouest-africaine ?

N'oubliez pas la Chine, l'Inde et les autres économies rapidement émergentes. A moyen terme, ce sont ces économies qui vont tirer la croissance mondiale, même si l'Europe et les États-Unis entrent en récession. Si le taux de croissance chinois passe de 10 à 6 ou 8% c'est encore beaucoup. La demande en matières premières continuera de croître mais moins rapidement. En Afrique la croissance devrait également se poursuivre mais à un rythme inférieur aux prévisions.

C'est frustrant. Des événements exogènes viennent contrarier le développement d'économies dont les fondamentaux endogènes, intrinsèques, sont bons. Dans mon pays, le Bénin, le FMI avait annoncé de très bonnes perspectives économiques avant le déclenchement de la crise. Aujourd'hui, ces prévisions sont revues à la baisse. L'économie béninoise continuera de croître mais moins rapidement. Les Investissements Directs Étrangers seront moins importants, de même que les transferts des émigrés.

Une des conséquences visible de la crise est l'effondrement des cours des matières premières, notamment des matières premières agricoles. C'est quand même une bonne nouvelle si l'on se souvient des « émeutes de la faim ». Les prix alimentaires vont-ils baisser ?

Il est vrai que les cours mondiaux ont fortement chuté. Ceci s'explique autant par une excellente récolte mondiale de céréales que par la débâcle des *hedge funds* qui s'étaient massivement portés sur ces produits. Par ailleurs, j'observe que l'agriculture ouest africaine – aidée par de bonnes conditions climatiques – a répondu au défi qui lui avait été lancé par la très forte augmentation des prix. On a produit beaucoup plus en 2008 qu'en 2007.

Cependant, je crois que ceci ne change rien aux tendances de fond. Il n'y aura pas de détente durable. Les professionnels pensent que les prix relatifs des produits agricoles vont continuer d'augmenter. La part de la spéculation pure dans la détermination de ces prix sera sans doute plus faible et les oscillations moins importantes, mais fondamentalement, il ne faut pas oublier que la Chine, l'Inde et les autres pays émergents vont continuer à exprimer une demande croissante.

Quid de l'effet psychologique et politique ? On ressent de la frustration et de l'amertume en Afrique sur le thème « vous nous avez obligés à tout privatiser et vous nationalisez vos banques ! ». On fait aussi beaucoup la comparaison entre les milliers de milliards de dollars ou d'euros débloqués en quelques jours pour sauver les banques du Nord et les difficultés à augmenter de quelques milliards l'Aide au développement.

C'est irritant de se faire donner des leçons pendant des décennies, de se faire imposer une libéralisation forcée allant bien au-delà de ce que les pays développés s'imposent à eux-mêmes. On ne peut contester la frustration dont vous parlez. Mais il ne faut pas exagérer. Les ajustements structurels ont permis des progrès de croissance tout à fait exceptionnels dans certains domaines. Dans les télécommunications, la privatisation a permis une croissance sans précédent grâce à des investissements privés qu'aucun État n'aurait pu consentir.

En revanche, dans l'agriculture on est sans doute allés trop loin. On voit d'ailleurs que tous les États africains reviennent vers plus d'interventionnisme car une libéralisation pure des marchés n'a pas permis d'installer une croissance équilibrée. La régulation est indispensable. Il est vrai que le « Nord » aura plus de mal que par le passé à convaincre l'Afrique du contraire.



Présentation

Diplômé de l'École Normale Supérieure de Paris, agrégé de Sciences économiques, d'Histoire économique et d'Économie du développement, Lionel Zinsou a été enseignant, consultant pour le PNUD, chargé de mission auprès de deux ministres français de l'Économie (Laurent Fabius et Pierre Dreyfus). Fortement impliqué dans le secteur privé, il a été successivement directeur du développement chez Danone, spécialiste des fusions/acquisitions à la banque Rothschild et co-directeur général de Paribas Affaires Industrielles. Il est membre du conseil d'administration du quotidien français Libération. Au Bénin, Lionel Zinsou est opérateur économique - à travers une entreprise, la CSEB (Compagnie de service des entreprises du Bénin qui est une société de nettoyage industriel, gardiennage, infographie) - et culturel - à travers la Fondation Zinsou, qui gère de l'événementiel artistique et muséologique. Depuis quelques mois, Lionel Zinsou est également conseiller spécial du Président béninois Yayi Boni.